



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

**Arrêté préfectoral n° 2024/01334 du 22 AVR. 2024**

**portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE) – OP CORE DC3  
sise 61, rue Julian Grimaud à VITRY-SUR-SEINE**

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/04525 du 13 décembre 2022 portant enregistrement des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement de la société SCALEWAY- Datacenter DC3 sise au 61 rue Julian Grimaud à Vitry-sur-Seine (94 400) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2023/02910 du 4 août 2023 portant délégation de signature à M. Bachir BAKHTI, sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;
- VU** le courrier du 4 juillet 2023 de la société OP CORE transmettant à la préfecture du Val-de-Marne, une déclaration de changement d'exploitant pour les installations anciennement exploitées par la société SCALEWAY ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 février 2024 établi à la suite de la visite d'inspection, effectuée sur le site le 23 janvier 2023, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le courrier préfectoral en date du 19 mars 2024 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue du délai fixé par le courrier du 19 mars 2024 notifié le 25 mars 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par la société OP CORE au 61 rue Julian Grimaud à Vitry-sur-Seine est un établissement comportant des ICPE relevant des rubriques 2910-A-1(E), 4734-2-c (DC), 2925-1 (D), 1185-2-a (DC), dont les risques et nuisances sont réglementés notamment par les arrêtés préfectoraux et ministériels susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que lors de sa visite, l'inspection a constaté une hauteur des cheminées associées aux 12 groupes électrogènes (GE) de 10 m ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des inobservations aux dispositions prescrites par le point 2 de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé qui dispose une hauteur de cheminée minimale de 18,5 m, en prenant une vitesse d'éjection des gaz de 44 m/s, et une puissance thermique comprise entre 20 et 50 MW ;

**CONSIDÉRANT** que face aux inobservations des prescriptions applicables à la présente installation, il convient de mettre en demeure l'exploitant à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, en vertu du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** - À compter de la notification du présent arrêté, la société OPCORE, exploitant l'installation OPCORE- Datacenter DC3 sise au 61 RUE JULIAN GRIMAU à Vitry-sur-Seine (94 400), est mise en demeure de respecter l'article 54 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, qui dispose :

*« La hauteur « hp » de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne au sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) d'un appareil est déterminée en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dans laquelle l'appareil de combustion est inclus et en fonction du combustible consommé par l'appareil.*

[...] 2. Cas des moteurs :

Type de combustible	1 MW et < 4 MW	4 MW et < 6 MW	6 MW et < 10 MW	10 MW et < 15 MW	15 MW et < 20 MW	20 MW et < 30 MW	20 MW et < 50 MW
Combustibles gazeux	5 m	6 m	7 m	9 m (13 m)	10 m (15 m)	19 m (28 m)	22 m (33 m)
Autres combustibles	9 m	13 m	15 m	16 m (22 m)	18 m (27 m)	20 m (30 m)	24 m (36 m)

*Pour les turbines et moteurs, si la vitesse d'éjection des gaz de combustion dépasse la valeur indiquée à l'article 55 du présent arrêté, la formule suivante peut être utilisée pour déterminer la hauteur minimale « hp » de la cheminée sans que celle-ci puisse être inférieure à 3 mètres :*

$hp = hA [1 - (V - 25)/(V - 5)]$ , où « hA » est la valeur indiquée dans les tableaux ci-dessus pour la puissance concernée et « V » la vitesse effective d'éjection des gaz de combustion (en m/s). [...] », dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 n'est pas satisfaite dans les délais prévus par le présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II.

**Article 3** - Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Melun (43 rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 - 77 008 Melun Cedex) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Val-de-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès de la Préfète du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires 246 boulevard Saint-Germain 75 007 Paris ;

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OP CORE à Paris.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le sous-préfet de Nogent-sur-Marne



Bachir BAKHTI